

Le Journal des décideurs

# L'économiste

du Bénin

**AGI**  
SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
01 BP 8568 RP Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21318733  
+229 21316066

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre en baisse**

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

**Suivi parental des élèves**

**Les apprenants abandonnés à eux-mêmes**

Les signaux dans le suivi parental des élèves dans les écoles, lycées et collèges de Djougou sont au rouge. Et pour cause, les ... (Page 11)

**Ressources humaines**

**Comment embaucher du talent et le retenir**

Si embaucher des employés talentueux et disciplinés devient de plus en plus facile à cause du chômage ... (Page 04)

**Deuxième rencontre de la BCEAO et de l'APBEF Bénin • (Page 03)**

# La santé de l'économie béninoise examinée



**Finance et technologie**

• (Page 02)

# 6<sup>e</sup> édition d'Ecobank Fintech Challenge, 50 000 USD en jeu

**Prix à la consommation**

**2,1 % de taux d'inflation et une hausse des prix**

Le taux d'inflation du Bénin s'est légèrement dégradé au mois de mai 2023. On a noté une hausse des ... (Page 04)

**Gestion publique**

**La croissance et l'inflation devraient ralentir en 2023 en France**

En 2022, la croissance française connaissait un essor remarquable avec 2,5 % de hausse. Mais l'année ... (Page 03)

**Parlement**

**Les députés au niveau des institutions béninoises connus**

Après les Parlements régionaux, les députés de la 9<sup>e</sup> législature de l'Assemblée nationale du Bénin ont désigné, mardi 13 juin 2023, par vote leurs représentants ... (Page 04)

**Conteneur aménagé**

**L'ONG MAG recrute des entreprises en chaudronnerie**

L'ONG internationale, Mines Advisory Group (MAG) lance un appel à candidature pour le recrutement des ... (Page 05)



Taux de change du Fcfa XOF offert par

**L'économiste**

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	616.50	655.95	100.42	1.38	68.50	35.74	7.91	97.15	22.49	0.13



## Finance et technologie

## 6e édition d'Ecobank Fintech Challenge, 50 000 USD en jeu

La 6e édition du Fintech Challenge du groupe bancaire panafricain Ecobank vient d'être lancée. Elle est ouverte aux start-ups en phase de démarrage ou matures en vue d'un partenariat avec Ecobank sur l'ensemble de ses 35 marchés africains. Un prix de 50 000 dollars attend le lauréat de cette édition.

• Bidossessi WANOU

Nouvelle opportunité pour les Fintech désireuses de candidater à Ecobank Fintech Challenge. Les inscriptions sont ouvertes pour la sixième édition du challenge. Les candidatures pour le Fintech Challenge 2023 sont ouvertes pour aussi bien les start-ups en phase de démarrage que celles matures puis aux développeurs de tous les pays africains ainsi qu'à toute fintech ayant un focus sur l'Afrique. Mieux, le prestigieux programme Ecobank Fintech Fellowship est ouvert aux récipiendaires. En plus d'un prix en espèces de 50 000 USD, les fintechs finalistes peuvent être choisies comme prestataires de services panafricains au sein de l'écosystème de la banque. Un accès à la sandbox bancaire panafricaine de Ecobank est prévu et les boursiers bénéficieront d'un accès exclusif aux API de pointe de Ecobank, ce qui leur permettra de tester et d'améliorer leurs produits pour le marché panafricain. Un accès prioritaire aux partenaires de capital-risque pour la recherche de financements est gracieusement offert. Les candidatures peuvent être soumises sur le site officiel : <https://ecobankfintechchallenge.com/> jusqu'au 21 Juillet 2023. Depuis six ans qu'il a été initié, ce prix a reçu plusieurs candidatures chaque année et a un impact considérable sur l'environ-



nement des FinTechs. A propos, « au cours des six dernières années, le Fintech Challenge a accueilli un nombre important de fintechs ; six participants se sont associés avec succès à Ecobank pour lancer des produits innovants qui ont été déployés sur nos marchés. De fait, ces collaborations ont joué un rôle important dans la transformation du paysage numérique de l'Afrique et dans le renforcement de l'inclusion financière », a souligné Jeremy Awori, Directeur général du Groupe Ecobank. Et au directeur des Opérations et de la Technologie du Groupe Ecobank, Tomisin Fashina de souligner : « le Ecobank Fintech Challenge est devenu le premier concours de fintech en Afrique, stimulant l'expansion des fintechs africaines ». Il a ajouté que « grâce à ce concours, nous identifions les talents qui soutiennent la mission de Ecobank, qui est de rester audacieuse et innovante, en favorisant la prospérité panafricaine pour le conti-

nent ».

### Zoom sur le Groupe Ecobank

Le Groupe Ecobank encore appelé Ecobank Transnational Incorporated' ou 'ETI' est le premier groupe bancaire panafricain du secteur privé, doté d'une expertise africaine inégalée. Il est présent dans 35 pays d'Afrique subsaharienne, ainsi qu'en France, au Royaume-Uni, aux Emirats Arabes Unis et en Chine. Son réseau panafricain unique offre une plateforme unifiée pour les paiements, la gestion de trésorerie, le commerce et les investissements. Le Groupe Ecobank emploie plus de 14 000 personnes au service de plus de 32 millions de clients et propose une gamme complète de produits, services et solutions de la Banque des Particuliers, de la Banque Commerciale et de la Banque des Grandes Entreprises et d'Investissement à travers de multiples canaux, y compris numériques. Pour plus d'informations, veuillez consulter [ecobank.com](http://ecobank.com).

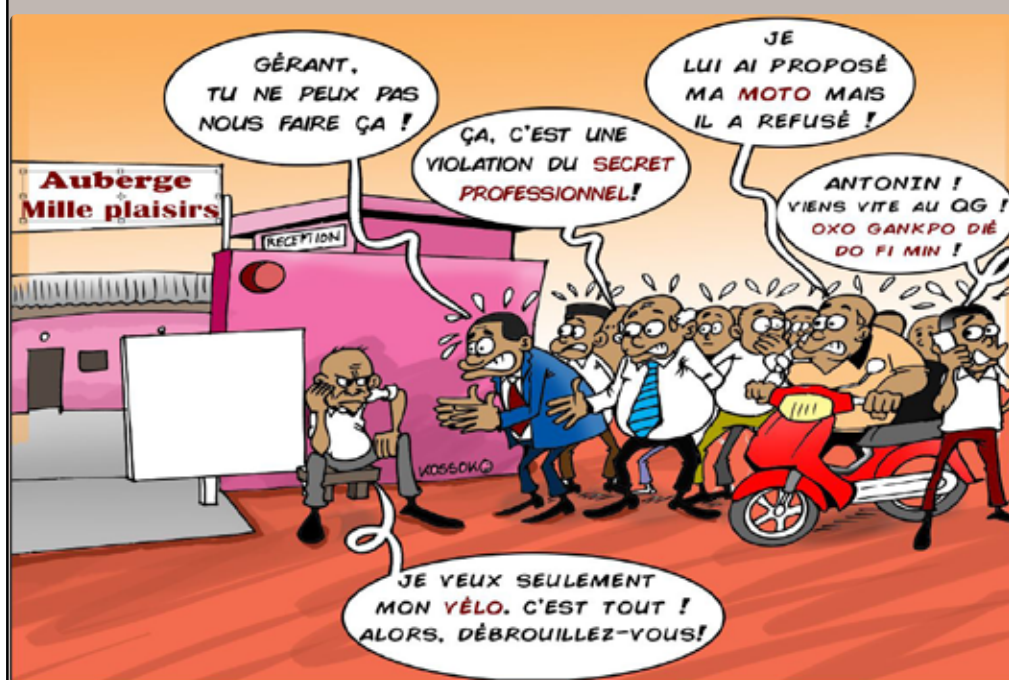
## AUX DECIDEURS...

### L'électronique au service des pauvres

L'inclusion financière devient une réalité aussi bien au Bénin que dans l'espace UEMOA. Le site d'information financialafrik.com renseignait un an plus tôt que le Bénin était le leader régional de l'inclusion financière. Cette prouesse en matière de monnaie électronique est fondamentalement profitable aux citoyens à pouvoir économique modeste. Et l'on constate que l'indice d'inclusion financière s'est globalement amélioré dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), ressortant à 0,520 en 2020 contre 0,501 en 2019, sur une échelle de 0 à 1, selon le rapport annuel consacré au sujet par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Par pays, cet indice s'est établi à 0,647 en 2020 au Bénin, contre seulement 0,170 en 2010. Le pays devance ainsi tous les autres de la sous-région. L'année considérée a été marquée au Bénin par la création, par décret, d'un Observatoire de la qualité des services financiers (OQSF). L'instance a pour mission d'encourager les populations et les PME à recourir davantage au système financier et de restaurer leur confiance à l'endroit des services financiers. C'est le troisième pays de l'Union à se doter d'une telle structure, après le Sénégal en 2009 et la Côte d'Ivoire en 2016. Au classement 2020 de l'inclusion financière, le Bénin est suivi par la Côte d'Ivoire (0,606), le Burkina (0,590), le Sénégal (0,587) et le Togo (0,564). La Guinée-Bissau, le Niger et le Mali, avec respectivement 0,245, 0,250 et 0,445 affichent une faible performance. Au sujet de la monnaie électronique, le nombre de comptes au sein de l'UEMOA a progressé de 39 % à 131 millions, en 2021. Cette progression reflète l'adoption croissante des services financiers numériques dans cette zone monétaire, dans le contexte de la pandémie de Covid-19. La Côte d'Ivoire enregistre le plus grand nombre de comptes, suivie du Sénégal. Ecofin révèle que le nombre de comptes de monnaie électronique au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) est ressorti à 131 millions, au 31 décembre 2021. Ces comptes sont en hausse de 39 %, soit 37 millions de nouveaux comptes enregistrés par rapport à l'année 2020 (94 millions). Par ailleurs, les informations émanant de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), établissent que cette progression du nombre de comptes de monnaie électronique « reflète l'adoption croissante par les populations, des services financiers numériques, amorcée pendant la période du confinement lié à la pandémie de Covid-19 ». Dans son rapport annuel 2021 sur l'évolution des services financiers numériques dans l'Uemoa, publié ce 1er février, la Bceao poursuit en indiquant « qu'une moyenne trimestrielle de 8,77 millions de comptes de monnaie électronique a été observée, soit une évolution de plus de 3 millions par mois ». Presque tous les pays de l'Uemoa ont enregistré une hausse du nombre de comptes de monnaie électronique au 31 décembre 2021. Toutefois, le taux de progression le plus élevé, soit 65 %, a été observé en Côte d'Ivoire. Cette progression en Côte d'Ivoire est en partie liée à la « forte pénétration du produit Wave Money », soutient la Bceao. Le pays comptait 45,6 millions de comptes de monnaie électronique en 2021. Au Sénégal, le nombre de comptes de monnaie électronique a connu une hausse de 62 %, pour s'établir à 21,5 millions en 2021, contre 13,2 millions en 2020. Ces deux pays sont suivis de la Guinée-Bissau qui affiche une évolution de 30%. Le Niger, le Bénin, le Mali et le Burkina affichent des taux allant de 17% à 26%. Concernant le Togo, le taux de croissance du nombre de comptes ouverts ressort à 13%.

Jean-Claude KOUAGOU

## Cari du jour



## Eco secret

### Togo : hausse des indicateurs du port autonome de Lomé en 2021

Le Port autonome de Lomé (PAL) a enregistré une hausse de ses indicateurs en 2021, selon une note publiée par la plateforme située en Afrique de l'ouest. Les statistiques, il a été noté, une augmentation du tonnage global à 3.493.845 tonnes de marchandise en 2021, soit un taux de croissance de 14, 17% par rapport à 2020. Pour sa part, le transbordement a connu une augmentation de 15,30% entre 2020 (1.342.546 conteneurs) et 2021 (1.585.101 conteneurs). Le trafic conteneur a progressé de 14,72% soit une augmentation de 254.064 conteneurs, passant ainsi de 1.725.270 conteneurs.



Deuxième rencontre de la BCEAO et de l'APBEF Bénin

# La santé de l'économie béninoise examinée

La deuxième rencontre de concertation entre la Direction Nationale de la BCEAO pour le Bénin et l'Association Professionnelle des Banques et Établissements Financiers (APBEF) du Bénin au titre de l'année 2023, s'est tenue ce jeudi 15 juin 2023 dans les locaux de l'Agence Principale de la BCEAO à Cotonou. Une conférence de presse avec les professionnels des médias a été organisée à l'issue de la rencontre par le directeur national de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Monsieur Emmanuel ASSILAMEHOO et le président de l'APBEF Bénin, Lazare Noulékou.

● Abdul Wahab ADO

L'évolution de l'économie sous régionale en général et du Bénin en particulier ; la présentation du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) sur le dispositif de sécurité ; l'activité du secteur bancaire, sont, entre autres, les sujets qui ont été abordés lors de la rencontre entre la Direction Nationale de la BCEAO pour le Bénin et l'APBEF. En effet, lors du point de presse, le directeur national de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Monsieur Emmanuel ASSILAMEHOO a fait savoir que la situation économique au niveau de la sous-région est soutenable avec une baisse du taux d'inflation. Cette baisse est le fruit des décisions prises par la BCEAO notamment le maintien de ses taux directeurs. La Banque centrale nourrit l'espoir que voir la situation revenir à la normale, 1 à 3% d'ici les prochaines années. En effet, la BCEAO a maintenu le principal taux

directeur auquel elle prête ses ressources aux banques à 3%, ainsi que le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal à 5%, niveaux en vigueur depuis le 16 mars 2023. L'inflation dans les pays de l'Union a baissé. Le taux d'inflation est passé de 8,4% en septembre 2022 à 5,7% en mars 2023 et 4,6% en avril 2023. Le directeur national de la BCEAO a indiqué qu'au Bénin, le contexte économique est favorable. Le Bénin annonçant que le taux de croissance projeté est toujours de l'ordre de 6,5% en 2023 avec le plus bas taux d'inflation dans l'Uemoa en dépit de la légère détérioration ces derniers mois, soit un taux d'inflation de 2,1% à fin mai 2023 contre 1,8% un mois plus tôt. Pour ce que concerne le financement de l'économie, il a indiqué que chaque semaine, il y a des injections de liquidité de refinancement de la BCEAO aux banques. Les perspectives et projections sont favorables, a ajouté le Directeur national de la BCEAO pour le Bénin.



● Le président de l'APBEF Bénin, Lazare Noulékou et le directeur national de la BCEAO, Monsieur Emmanuel ASSILAMEHOO

## Les questions et réponses au centre des échanges avec les médias

Quelques questions sur : comment les banques ont financé les entreprises, les mesures prises par la BCEAO pour lutte contre la cybercriminalité, les impacts au Bénin de la suppression de subventions des carburant par le Nigéria et de la guerre Russie Ukraine ont été posées par

les journalistes. En réponse, notamment sur la question concernant la cybercriminalité, le directeur national de la BCEAO pour le Bénin a fait savoir que la lutte contre le phénomène est une prérogative des Etats. Même pour donner les agréments aux structures de transactions financières et aux établissements comme les Systèmes financiers et décentralisés (SFD), la BCEAO fait des exigences

en ce qui concerne les mesures de sécurité du système informatique. En ce qui concerne les impacts au Bénin de la suppression de la subvention aux carburants au Nigéria, le directeur national de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest a confié que, les études sont en cours pour analyser et ressortir au moment opportun les conséquences de cette mesure du Nigéria.

« L'enjeu est de financer les PME et PMI. Des décisions ont été prises avec les banques mais il faut renforcer la gouvernance des PME », a conclu le DN de la BCEAO pour le Bénin. Quelques questions ont été adressées à monsieur Lazare Noulékou, président de l'Association Professionnelle des Banques et Établissements Financiers. A en croire le président de l'APBEF Bénin, l'inflation dans les pays de l'Uemoa est une inflation importée. « Nous importons presque tout. Et pour une bonne solution, la décision doit venir de tout le monde ». Les banques ont de l'appétit pour financer les entreprises. En 2022, beaucoup de crédits ont été accordés aux entreprises et aussi pour financer les campagnes agricoles notamment à travers le Fonds National de Développement Agricole (FNDA). Quelques statistiques sur le financement que les banques ont accordé aux entreprises ont été citées par le président de l'APBEF Bénin aux professionnels des médias.

## Gestion publique

# La croissance et l'inflation devraient ralentir en 2023 en France

En 2022, la croissance française connaissait un essor remarqué avec 2,5 % de hausse. Mais l'année 2023 ne sera pas autant au beau fixe. L'économie française devrait progresser de 0,6 %, marquant un net ralentissement notamment à cause des prix qui resteront élevés même si l'inflation recule, a indiqué ce jeudi l'Insee. Cette prévision est similaire à celle de la Banque de France mais plus pessimiste que celle du gouvernement (1 %). La hausse des prix à la consommation devrait ralentir à 5 % en moyenne annuelle, contre 5,2 % en 2022, touchant les ménages au portefeuille, a précisé l'Institut national de la statistique en présentant pour la première fois ses prévisions annuelles.

Une inflation qui reste « relativement élevée » L'Institut s'attend ainsi à une consommation des ménages en repli de 0,2 % (après +2,1 % en 2022), ce qui expliquerait le coup de frein de l'activité, alors que cette consommation des ménages contribue habituellement à faire tourner l'économie française. Autre maillon faible : les investissements des ménages, dans l'immobilier notamment, tout comme ceux des entreprises, marqueraient le pas, sous l'ef-

fet de taux d'intérêt élevés après le resserrement monétaire musclé opéré par la Banque centrale européenne (BCE) pour juguler l'inflation. Il y a « cette inflation qui pèse sur la demande intérieure, et puis les premières conséquences du resserrement monétaire sur l'économie réelle », a résumé Julien Pouget, chef du département de la conjoncture de l'Insee, lors d'une conférence de presse. Car « l'inflation (...) reste relativement élevée, même si elle a amorcé un reflux »,



a-t-il ajouté. Les prix de l'alimentation 11,8 % plus élevés en 2023 La hausse des prix à la

consommation était de 6 % sur un an en janvier puis avait commencé à ralentir en mai à 5,1 %.

Le repli devrait se poursuivre jusqu'en décembre, où l'inflation s'établirait à 4,4 %, à la faveur notamment d'une forte accalmie des prix de l'énergie, qui s'étaient envolés après le déclenchement de la guerre en Ukraine. vidéo flottante pour reprendre la lecture ici. Surtout, la hausse des prix dans l'alimentation connaîtrait un net ralentissement - sans forcément baisser - grâce au reflux des cours des matières premières agricoles et de l'énergie. Après +14,3

% sur un an en mai, la hausse devrait ainsi être quasi divisée par deux en décembre (+7,4 %). En moyenne annuelle, sur 2023, ils seraient 11,8 % plus élevés que l'année précédente. Les prix des produits manufacturés ralentiraient également, à l'inverse de ceux des services du fait des hausses de salaires. Le secteur deviendrait la principale composante de l'inflation devant l'alimentation en fin d'année.

20 minutes



## Ressources humaines

## Comment embaucher du talent et le retenir

Si embaucher des employés talentueux et disciplinés devient de plus en plus facile à cause du chômage chronique qui sévit à travers le monde, les garder pendant longtemps reste un défi presque insurmontable. La raison est simple : ils espèrent toujours que la pâture est très verte de l'autre côté du fleuve. Alors, que faire pour les retenir ne fut-ce que pendant quelques années ?

● Julien COSTA

Selon Tamaz Georgadze, le co-fondateur et PDG de Raisin, une start-up des services financiers basée à Berlin, en Allemagne, créer un environnement de travail qui permet d'attirer et de retenir de bons employés signifie équilibrer la performance et la soutenabilité, apprendre beaucoup au fur et à mesure et faire confiance aux employés en leur permettant de penser de manière entrepreneuriale.

« Lorsque vous lancez une entreprise, il est facile pour tout le monde de se rassembler au début de la journée, de rester directement connecté à la vision de l'entreprise et de voir l'impact qu'ils ont. Au fur et à mesure que vous grandissez, cela devient plus difficile, vous devez donc trouver de nouvelles façons de garder les gens motivés et connectés à la même vision », a-t-il déclaré dans une interview accordée à Max Flötotto de la branche de McKinsey de Munich.

« Pour nous, cela signifiait développer des normes de leadership, demander à chaque équipe de rédiger ses objectifs trimestriels et ses résultats clés, en fonction des besoins de l'entreprise dans son ensemble. Cela comprenait également de nombreuses façons de soutenir la croissance des employés ainsi que l'engagement social, comme une retraite d'entreprise, des



fêtes et des choses amusantes comme ça ». Partir ou rester ?

Néanmoins, malgré les efforts entrepris pour retenir de bons employés, bon nombre d'employeurs constatent qu'au fil du temps, certains travailleurs ne sont plus motivés et manifestent toujours le désir de s'en aller.

Tamaz Georgadze raconte : « Oui, bien sûr. Par exemple, lorsque nous avons remarqué à certains moments que l'attrition des employés augmentait, nous avons pris du recul et nous nous sommes demandé ce qui incitait les gens à rester ou à partir.

« Ce qu'on s'est rendu compte très clairement, c'est que les gens changent d'employeur beaucoup plus souvent qu'il y a 20 ou 30 ans. Les gens partent quand ils voient leur propre courbe d'apprentissage et leur enthousiasme diminuer avec le temps ».

« Nous avons donc décidé de faire en sorte que nos

employés grandissent et se sentent toujours précieux. Par exemple, nous prévoyons un budget annuel de formation discrétionnaire considérable pour chaque employé, et ils décident quoi et comment ils veulent apprendre. Bien entendu, y investir augmente également leur valeur. Mais nous sommes fermement convaincus, et nous pouvons le constater d'après leurs commentaires, que nous augmentons leur engagement et leur loyauté envers l'entreprise, et pas seulement leur valeur sur le marché extérieur ».

A en croire Tamaz Georgadze, il est nécessaire pour les cadres d'entreprises d'embaucher des gens qui sont meilleurs qu'eux. « Les managers sont toujours tentés d'embaucher quelqu'un avec qui ils se sentent en sécurité, quelqu'un qu'ils considèrent comme leur égal ou facile à gérer. Mais à mesure qu'une entreprise grandit, il est essentiel de se débarrasser de son ego et d'embaucher ».

## Parlement

## Les députés au niveau des institutions béninoises connus

Après les Parlements régionaux, les députés de la 9<sup>e</sup> législature de l'Assemblée nationale du Bénin ont désigné, mardi 13 juin 2023, par vote leurs représentants à la Haute Cour de justice (HCJ), à la Commission béninoise des droits de l'homme (CBDH) et à l'Autorité de protection des données à caractère personnel (APDP).

Mais avant qu'on arrive à cette étape, les députés se sont d'abord prononcés sur les rapports produits par la Commission des lois que préside l'honorable Orden Alladatin. Après le débat général sur le rapport, les clés de réparation à la Haute Cour de justice, à la Commission béninoise des droits de l'homme et à l'Autorité de protection des données à caractère personnel proposées par la Commission Alladatin, ont été adoptées par 81 voix pour ; 28 contre et zéro abstention. Ainsi, à la Haute Cour de justice, le groupe parlementaire Union progressiste le Renouveau s'en sort avec 03 sièges contre 01 siège pour le Bloc Républicain et 01 siège pour Les Démocrates. Le nombre de députés devant siéger dans cette Haute juridiction étant de 06, il y a eu, sur la base des calculs faits par la Commission Alladatin, 01 siège en ballottage entre le Bloc Républicain et les Démocrates. Sur cette base, les députés Édouard Béhanzin, Yacoubou Orou Sé Guéné et Mèhou Solange ont été retenus pour représenter le groupe Union progressiste le Renouveau à la Haute Cour de justice. Et pour le compte du Bloc Républicain, c'est sur l'honorable Eustache Akpovi que les députés ont porté leur choix. Le groupe parlementaire Les Démocrates est resté dans sa logique de contestation de la clé de répartition et n'a proposé aucun représentant. En ce



qui concerne le siège en ballottage, le député Benoît Dègla du BR a été désigné pour siéger à la Haute Cour de Justice. C'est après un vote qui a donné pour résultats 30 voix contre, 73 pour et zéro abstention.

A l'Autorité de protection des données à caractère personnel (APDP), la clé de répartition adoptée par la plénière de l'Assemblée nationale attribuée à chaque groupe parlementaire 01 siège. Sur cette base, l'honorable Louis Dossou représentera l'Union progressiste le Renouveau à l'APDP. Son collègue Charles Toko a été désigné au titre du Bloc Républicain. Fidèle à sa logique de contestation de la clé de Répartition, le groupe Les Démocrates n'a pas désigné son représentant. C'est par 29 voix contre, 77 pour et zéro abstention que ce choix a été certifié.

A la Commission béninoise des droits de l'homme (CBDH), la clé adoptée attribuée 01 siège au groupe parlementaire Union progressiste le Renouveau. Le

second siège en ballottage entre le Bloc Républicain et les Démocrates a été occupé par le Bloc Républicain après un vote, les Démocrates n'ayant désigné aucun représentant. Pour le compte du groupe Union progressiste le Renouveau, c'est l'honorable Sina Bio Gounou Idrissou qui a été choisi pour siéger au poste de titulaire à la Commission béninoise des droits de l'homme avec pour suppléant l'honorable Léopold Lokossou. Pour ce qui est du Bloc Républicain, l'honorable Sofiath Schanou a bénéficié du soutien de ses collègues députés au poste de commissaire titulaire à la CBDH. Sa suppléante a nom Mounifa Karim Tidjani. Mais le processus n'est pas allé à son terme puisque le vote devant valider ces choix a été suspendu et reprendra mercredi 14 juin 2023. Une déclaration des députés du groupe parlementaire Les Démocrates a mis un terme à la séance plénière de ce mardi 14 juin 2023.

Source externe

## Indice Harmonisé des Prix à la consommation/Mai 2023

## 2,1 % de taux d'inflation et une hausse des prix

Le taux d'inflation du Bénin s'est légèrement dégradé au mois de mai 2023. On a noté une hausse des prix de consommation sur la même période, le niveau général des prix par rapport au mois précédent atteint 110,7 contre 109,3.

● Falco VIGNON

Détérioration de l'inflation et hausse des prix de consommation, c'est ce qui ressort de l'Indice harmonisé des prix à la consommation au mois de février 2023. En effet, le bulletin mensuel de l'Institut national de statistique et de démographie (INStAD) renseigne que l'indice est ressorti à 110,7 en mai 2023 contre 109,3 le mois précédent, avril 2023. Cette détérioration est portée par la hausse des prix

des produits des fonctions : « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,7%) et « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+1,0%). Les groupes de produits dont les prix ont contribué à cette augmentation sont entre autres, « Légumes frais en fruits ou racine » (+35,9%), avec la hausse des prix de la tomate fraîche, de l'oignon, du poivron frais et de la carotte en raison de la saison ; « Poissons frais » (+12,2%), due à la période des pluies qui ne



● Laurent Mahounou Hounsa, DG Instad

facilite pas la pêche ; « Combustibles solides » (+4,6%), lié à la diminution de l'offre du charbon et du bois de chauffe en période des pluies. La tendance haussière a été cependant édulcorée par le coût des tubercules. « L'évolution observée sur le mois a été modérée par la baisse des prix du groupe de produits : « Tubercules et plantain » (-7,1%), à cause du début de saison du manioc frais et de la patate douce », lit-on dans le bulletin mensuel de l'INStAD. Globalement, la varia-

tion de l'IHPC est ressortie à +3,6% en glissement annuel (mai 2022). Les fonctions ayant contribué fortement à cette variation sont les « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+1,2%), « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+0,9%) et les « transports » (+0,8%). Le taux d'inflation au niveau national au titre du mois de mai 2023 s'est établi à +2,1%, soit une hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à celui du mois d'Avril.





sauve des vies construit le futur

MINES ADVISORY GROUP, BUREAU DU BENIN  
SOUS COUVERT DE LA COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA  
PROLIFERATION DES ARMES LEGERES, (CNLCPAL).

### AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Référence : Pr 001/WA 2780 OCWART/BJ/2023/06.

A/S : Aménagement et pose d'un Conteneur aménagé de 20 pieds à déployer sur Kétou, après modifications à Cotonou.

Dans le cadre de l'exécution de certains de ses projets au Bénin, l'ONG Internationale Mines Advisory Group (MAG), à travers le Projet OCWART, en collaboration avec la Commission Nationale de lutte contre la Prolifération des armes légères (CNLCPAL) lance un appel d'offres ouvert afin de recruter des entreprises de chaudronnerie pour les travaux tel que décrits ci-dessus.

Ces travaux sont à effectuer selon les spécifications contenues dans le dossier d'Appel d'Offres. L'adresse pour la consultation, le retrait de dossier à titre gracieux et le dépôt des offres est :

Mines Advisory Group,  
Patte d'oie, lot 132, Carre 6110 Maison Mouftaou (à cote du consulat du Burkina)  
Cotonou  
Téléphone : +229 97 16 51 96

Les correspondances, les demandes d'informations seront adressées à l'adresse électronique [Tenders.Benin@maginternational.org](mailto:Tenders.Benin@maginternational.org) Les demandes d'informations seront acceptées jusqu'à 72 heures avant la date limite de réception des offres.

Les candidats intéressés à participer au présent appel d'offres peuvent, après retrait du dossier, préparer leur offre et la déposer à l'adresse de la procédure telle qu'écrite ci-dessus.

Noter que :

- La présente consultation est un appel d'offres ouvert. Elle ne saurait être considérée comme une promesse de contrat de quelque nature que ce soit,
- Les frais éventuels liés à la préparation de l'offre à soumettre sont entièrement à la charge des soumissionnaires et ne donneront lieu à aucune sorte de remboursement,
- MAG n'est pas tenu de donner suite au présent appel d'offres. En règle générale, sauf expérience antérieure concluante avec MAG, aucune entreprise n'obtiendra plus d'une adjudication ou lots de travaux simultanément en cours,
- Le présent dossier ne doit subir d'autre diffusion que celle nécessaire à son traitement. MAG se réserve le droit de demander la restitution du dossier fourni et des copies qui en auraient été faites, sans autre forme de paiement,
- Au terme de la passation de marches, le contrat des travaux devra être enregistré. Tout paiement éventuel d'avance sera soumis à la fourniture d'une caution bancaire selon les termes du contrat.

Le calendrier prévisionnel de la procédure est le suivant :

1. Date de début de retrait des dossiers : **16 juin 2023 à partir de 09 Heures ;**
2. Retrait des dossiers : **Jours ouvrables, du 16 au 23 juin 2023 de 09h00 à 13 h00 ;**
3. Date limite pour la demande de clarifications : **30 juin 2023 ;**
4. Date de présentation des plans programmé le **23 Juin 2023 de 9h à 12h00 et/ou 14h à 17h00**
5. Date de remise des Offres : **3 juillet 2023, de 09 :00 à 13 :00, puis 15h00 à 17h00.**

Toutes les offres seront libellées en français et en Francs CFA de l'Afrique de l'Ouest.

Fait à Cotonou, le **13 juin 2023.**

Pour MAG, Nicole Ntagabo

Responsable Régionale des Programmes.

Signature : .....

*P.O PAUL GBADIA / P.O*

MAG is a humanitarian organization clearing the remnants of conflict for the benefit of communities worldwide.  
MAG is co-laureate of the 1997 Nobel Peace Prize.  
Charity No.1083008. A company registered in England and Wales No 4016409.



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.  
Afrique de l'Ouest

Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AARONA - 01 BP 3802 Abidjan  
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN  
Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2983 Cotonou  
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

## COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

### Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

#### Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

**Lieu de la formation** : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

**La participation aux formations est gratuite.**

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

**Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB**

Pour tout renseignement, contacter le **21 31 21 26 / 21 31 21 39**

**NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA**

## Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste.**

**L'économiste**, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

**L'économiste, le journal  
des décideurs**



## Etats-Unis

## La Fed marque une pause dans les hausses de taux pour évaluer la situation

La banque centrale américaine (Fed) a annoncé mercredi une pause dans ses hausses de taux, pour la première fois depuis mars 2022 et après dix hausses consécutives, afin de prendre le temps d'observer l'évolution de l'économie. Le comité de politique monétaire de la Fed (FOMC), réuni depuis mardi matin, a décidé à l'unanimité de maintenir le principal taux directeur dans la fourchette de 5,00-5,25 %. Cette pause doit permettre d'évaluer les informations supplémentaires et leurs implications pour la politique monétaire », a détaillé la Fed dans un communiqué. « Cela donne à l'économie un peu plus de temps pour s'adapter, dans l'attente de nos décisions suivantes », a ensuite précisé le président de la Fed Jerome Powell lors d'une conférence de presse. Car les hausses de taux sont un outil très efficace pour décourager la consommation et l'investissement, et, ainsi, desserrer la pression sur les prix. Mais leurs pleins effets mettent du temps à se faire sentir. Et à trop resserrer, c'est la croissance économique qui serait menacée. D'autant plus que la récente crise bancaire a rendu les banques plus frileuses sur les prêts qu'elles accordent à leurs clients, entraînant des effets similaires à une hausse des taux.

## Futures hausses probables

Néanmoins, le cycle de relèvements devrait reprendre, peut-être dès la prochaine réunion, fin juillet. « La quasi-totalité des participants voit comme probable le fait que des nouvelles hausses de taux



seront nécessaires cette année pour ramener l'inflation à 2 % », a souligné Jerome Powell, évoquant cependant « un rythme modéré ». La majorité des responsables de la Fed voient les taux grimper jusqu'à 5,50-5,75 %, et même 6,00-6,25 % pour l'un d'eux. Deux membres du comité anticipent toutefois un maintien des taux à ce niveau. Avant, cependant, de redescendre à partir de 2024, à 4,25-4,50 %. La perspective de hausses supplémentaires a néanmoins fait plonger la Bourse de New York, qui a viré au rouge après la publication du communiqué de la Fed, et a clôturé en ordre dispersé mercredi soir. Certains économistes, cependant, ne croient pas à de futures hausses des taux, « car l'inflation va continuer à faiblir au second semestre de cette année et au cours de la prochaine », a ainsi commenté Ryan Sweet, chef économiste pour Oxford Economics, précisant que si la Fed continuait de relever les taux, « cela augmenterait les chances que la banque centrale pousse l'économie dans une récession ».

## Le spectre d'une récession s'éloigne

Les débats parmi les res-

ponsables de la Fed avaient commencé mardi matin, deux heures après la publication des chiffres de l'inflation américaine en mai, qui avait fortement ralenti, à 4,0 % sur un an contre encore 4,9 % le mois précédent, selon l'indice CPI, soit le plus bas niveau depuis mars 2021. L'inflation est désormais deux fois moins élevée aux Etats-Unis qu'en juin 2022, lorsque le pic de 9,1 % avait été atteint. Cela reste toutefois bien supérieur aux 2,0 % visés par la Fed, à la manoeuvre pour éteindre cette flambée des prix, mais l'institution commence à entrevoir son objectif. Le FOMC a par ailleurs très légèrement abaissé sa prévision d'inflation cette année aux Etats-Unis, à 3,2 % contre 3,3 %, mais a, en revanche, relevé à 1,00 % sa prévision de croissance du produit intérieur brut (PIB) américain pour 2023, contre 0,4 % anticipé en mars. La récession tant crainte ne semble donc plus d'actualité. Jerome Powell s'est montré confiant dans le fait de pouvoir ramener l'inflation autour de 2 % sans voir l'activité économique s'effondrer et les emplois être détruits massivement.

20minutes

## Nigeria

## 2 nouveaux remorqueurs pour le port de Lekki

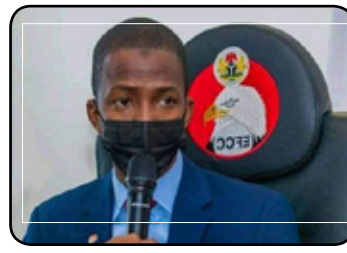
Inauguré avec de grandes ambitions économiques, le port de Lekki dévoile progressivement ses atouts et son ambition de rivaliser avec les ports leaders de la côte ouest-africaine. Le port de Lekki a reçu de l'autorité portuaire nigérienne (NPA) deux nouveaux remorqueurs du modèle 2813 Azimuth Stern Drive (ASD) construits par Damen Shipyard. Ces engins spécialisés serviront à améliorer les services aux navires, notamment les manœuvres pour l'accostage et

l'appareillage, ou les opérations de sauvetage, de surveillance et autres. « En plus d'avoir une incidence positive sur le temps de rotation des grands navires, le déploiement de ces remorqueurs permettra aux opérateurs portuaires de tirer parti des avantages concomitants des économies d'échelle, en particulier les économies de coûts », a indiqué Mohammed Bello Koko, directeur général de la NPA. Cette livraison arrive environ 1 mois après l'annonce par l'opérateur du terminal à

conteneurs du démarrage prochain des opérations de transbordement de cargaisons vers les pays limitrophes, confirmant ainsi sa volonté de récupérer le trafic perdu au profit des ports voisins. Inauguré fin janvier 2023, le port de Lekki est annoncé comme l'infrastructure stratégique qui permettra de positionner le Nigeria en tant que plaque tournante des marchandises en transit vers le Niger et qui aidera à réduire la congestion dans les ports de Tin Can Island et d'Apapa.

## Nigeria

## Le président Tinubu suspend le chef de l'instance nationale de lutte contre la corruption



Moins de deux mois après son investiture, le nouveau président du Nigeria multiplie les actions fortes pour redresser l'économie et asseoir son pouvoir. Après la suppression des subventions sur le carburant et la suspension du gouverneur de la Banque centrale, c'est le chef de la lutte anti-corruption qui vient d'être éjecté. Le président

nigérian, Bola Tinubu, a suspendu le chef de l'instance nationale de lutte contre la corruption, visé par une enquête pour « abus de pouvoir », a annoncé la présidence dans un communiqué publié mercredi 14 juin. « M. Tinubu a ordonné au président de la Commission des crimes économiques et financiers (EFCC), Abdulkareem Bawa (photo), de céder immédiatement la gestion des affaires de l'instance au directeur des opérations, afin de permettre une enquête sur sa conduite pendant son mandat », a fait savoir la présidence. « Cette décision fait suite à de lourdes allégations d'abus de pouvoir formulées à l'encontre de M. Bawa », a-t-on ajouté de même source, indiquant que le président de l'EFCC « a été ensuite interrogé dans ce cadre par l'agence de sécurité intérieure ». La suspension de M. Bawa intervient quelques jours seulement après la révocation et l'arrestation du gouverneur de la Banque centrale, Godwin Emefiele, lui aussi « dans le cadre d'une enquête ». L'EFCC est chargée de mener des enquêtes sur le blanchiment d'argent, les détournements de fonds et d'autres crimes financiers. Abdulkareem Bawa a été nommé à la tête de cette instance en février 2021 par l'ex-président, Muhammadu Buhari, qui avait fait de la lutte contre la corruption l'un de ses chevaux de bataille lors de ses campagnes électorales de 2015 et 2019. Mais le classement du Nigeria dans l'indice de perception de la corruption élaboré par l'ONG Transparency International s'est détérioré au cours des huit dernières années. Elu le 25 février et entré en fonction le 29 mai, M. Tinubu a promis des réformes pour sortir la première puissance économique africaine des difficultés financières. Outre la suppression des subventions sur le carburant, qui obligeaient l'Etat à emprunter massivement pour maintenir les produits énergétiques à des prix artificiellement bas, il a promis d'unifier le taux de change de la monnaie nationale, le naira

## Commerce

## Le Kenya va signer un accord de libre-échange avec l'Union européenne le 19 juin

L'accord commercial permettra aux produits kenyans à accéder aux marchés de l'UE en franchise de droits de douane et de quotas. En contrepartie, la première économie d'Afrique de l'Est ouvrira progressivement son marché à un plus grand nombre de produits européens. Le Kenya et l'Union européenne (UE) signeront, lundi 19 juin prochain, un accord de libre-échange pour renforcer leurs échanges commerciaux, a rapporté le Financial Times mercredi 14 juin, citant un haut fonctionnaire de l'UE. Le commissaire européen au Commerce, Valdis Dombrovskis, devrait se rendre à Nairobi pour signer l'accord avec le président kenyan William Ruto, a-t-on ajouté de même source. Baptisé « Accord intérimaire de partenariat économique (AIPE) », cet accord de libre-échange permettra à tous les produits kenyans, y compris le café, les minerais et les produits horticoles, d'accéder au marché commun européen en franchise de droits de douane et de quotas. En contrepartie, le Kenya ouvrira progressivement son marché à un plus grand nombre de produits européens. Dans le cadre de cet accord, qui marque une étape importante dans les efforts déployés par Bruxelles pour stimuler les relations économiques avec l'Afrique, Nairobi a également accepté de prendre des engagements contraignants en matière de protection de l'environnement et de droits des travailleurs, des exigences européennes qui avaient compliqué les négociations commerciales avec d'autres pays à revenu intermédiaire tels que le Brésil et l'Indonésie. « Il s'agit d'un partenariat d'égal à égal. Le Kenya veut montrer [...] qu'il est un bon endroit où les entreprises européennes peuvent s'installer. Cet accord envoie un message très fort aux investisseurs européens », a déclaré un haut fonctionnaire de l'UE, cité par le Financial Times. En 2014, l'UE avait conclu un Accord de partenariat économique (APE) plus large avec la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC). Cet accord de commerce et de développement, qui prévoit l'ouverture immédiate des marchés européens aux produits des pays de la région en contrepartie d'une ouverture progressive des marchés de l'Afrique de l'Est aux produits européens, n'a jamais été mis en œuvre. Sur les cinq membres de l'EAC d'alors (le Kenya, le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie et l'Ouganda), seul le Kenya l'a ratifié. Il y a deux ans, les autres membres du bloc lui ont permis de poursuivre une renégociation de l'accord sans eux. Tous les autres membres du bloc régional, qui comprend désormais la République démocratique du Congo et le Soudan du Sud, figurent sur la liste des pays les moins avancés établie par les Nations unies et peuvent ainsi bénéficier d'un accès au marché européen en franchise de droits de douane et de quotas. L'UE absorbe plus de 20 % des exportations totales du Kenya, selon les données de la Commission européenne. En 2021, les exportations du Kenya vers l'UE ont totalisé 1,41 milliard de dollars alors que ses importations ont atteint 2,17 milliards de dollars



Ecofin du 15 Juin 2023



**BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE**

jeudi 15 juin 2023

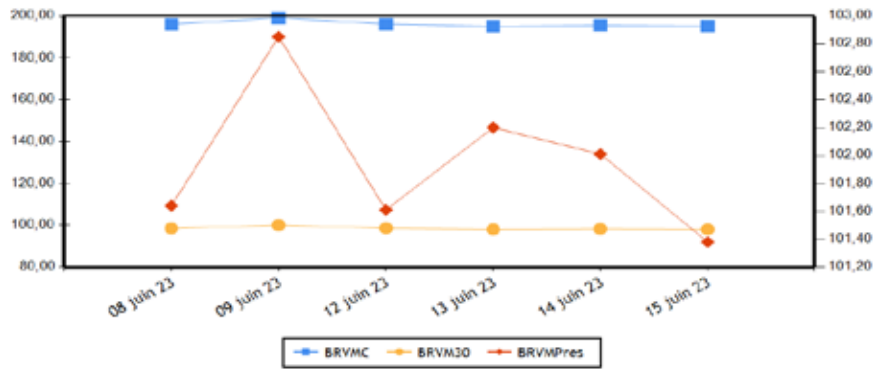
N° 113

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>195,13</b>
Variation Jour	-0,19 %
Variation annuelle	-3,98 %

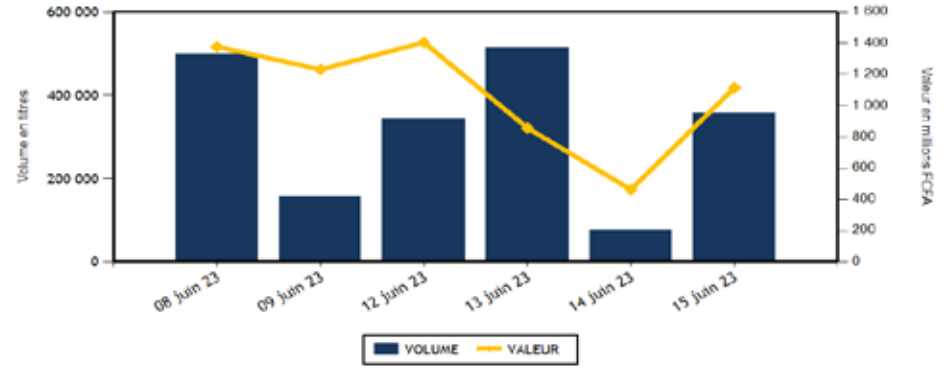
<b>BRVM 30</b>	<b>98,02</b>
Variation Jour	-0,24 %
Variation annuelle	-1,98 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>101,38</b>
Variation Jour	-0,62 %
Variation annuelle	1,38 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 259 201 700 466	-0,20 %
Volume échangé (Actions & Droits)	323 513	481,17 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	805 651 161	189,63 %
Nombre de titres transigés	42	2,44 %
Nombre de titres en hausse	13	30,00 %
Nombre de titres en baisse	14	-22,22 %
Nombre de titres inchangés	15	15,38 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 795	7,50 %	-12,52 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	755	7,09 %	0,67 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	800	6,67 %	-13,98 %
SICABLE CI (CABC)	1 050	4,48 %	-10,26 %
BERNABE CI (BNBC)	1 950	2,63 %	-2,50 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 103 976 263 807	0,00 %
Volume échangé	34 413	67,19 %
Valeur transigée (FCFA)	309 229 472	67,18 %
Nombre de titres transigés	8	14,29 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	7	0,00 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ONATEL BF (ONTBF)	2 800	-6,35 %	-12,50 %
BOLLORE (SDSC)	1 280	-3,03 %	-8,24 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	9 305	-1,53 %	-8,86 %
PALM CI (PALC)	9 605	-1,44 %	-7,51 %
BICI CI (BICC)	6 900	-1,43 %	0,73 %

**INDICES PAR COMPARTIMENT**

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	101,38	-0,62 %	1,38 %	188 278	163 102 406	6,13
BRVM-PRINCIPAL	36	92,67	-0,22 %	-7,33 %	135 235	642 548 755	10,84

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	94,43	0,01 %	-9,39 %	4 858	26 105 850	27,50
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	464,35	-0,79 %	-5,08 %	11 660	72 800 795	8,78
BRVM - FINANCES	15	76,47	0,05 %	1,27 %	281 002	616 485 571	5,98
BRVM - TRANSPORT	2	314,26	-2,95 %	-8,03 %	1 938	2 509 900	5,00
BRVM - AGRICULTURE	5	228,76	-0,66 %	-19,33 %	11 872	68 998 110	4,62
BRVM - DISTRIBUTION	7	350,35	3,20 %	-2,28 %	12 045	18 593 615	12,17
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 406,63	0,00 %	20,00 %	138	157 320	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	8,63
Taux de rendement moyen du marché	8,27
Taux de rentabilité moyen du marché	9,44
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	122
Volume moyen annuel par séance	546 306,00
Valeur moyenne annuelle par séance	925 261 617,35

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	10,02
Ratio moyen de satisfaction	39,41
Ratio moyen de tendance	393,38
Ratio moyen de couverture	25,42
Taux de rotation moyen du marché	0,03
Prime de risque du marché	5,69
Nombre de SGI participantes	27

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)  
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des ratios de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'état

**BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES**

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tél : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

**PAYS DE L'UEMOA**



**UCA**  
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.  
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN  
 001 BP 8690 RP  
 uca@ucasgi.com  
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00  
 (229) 21 31 00 21  
 www.ucasgi.com

**S&I BENIN**  
 Carré 211 St Michel  
 immeuble SGI-Bénin 01 BP  
 4546 Cotonou.  
 Tél : (229) 21 31 15 41  
 21 31 15 71

**BOA CAPITAL SECURITIES**  
 Groupe BMCE BANK  
 BOA CAPITAL SECURITIES  
 Siège BOA Benin,  
 Boulevard de France  
 Tel : (229)  
 21315343/64182121

**SOCIETE DE BOURSE**  
 AGI  
 Immeuble de l'Africaine des Assurances  
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
 01 BP 8668 RP Cotonou  
 contact@sgi-agi.com  
 +229 21318733  
 +229 21316066

**AFRICABOURSE**  
 Avenue Steinmetz Face  
 Immeuble Air Gabon 01 BP  
 6002 COTONOU BENIN  
 Tél : (229) 21 31 88 35 /  
 21 31 88 36

**BIFC Financial Services**  
 Société de gestion et d'intermédiation  
 Boulevard Saint Michel  
 Immeuble Agence BIFC Dantokpa  
 01 BP. 7700 Cotonou  
 Tél. +229 21324875  
 Tél. +229 21324876  
 sgibfs@biic-financialservices.com

**Quelques pharmacies à Cotonou**

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANHI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	7EME
16	AMEN	63016565/67309529	
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINT GABRIEL	95605656	9EME
19	KINDONOU	21380115	10EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	11EME
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	12EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	13EME
25	SAINT LOUIS	95859686	
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

**Jours du marché Dantokpa**

<b>Jun 2023</b>
<b>Jeudi 01 Jun 2023</b>
<b>Lundi 05 Jun 2023</b>
<b>Vendredi 09 Jun 2023</b>
<b>Mardi 13 Jun 2023</b>
<b>samedi 17 Jun 2023</b>
<b>Mecredi 21 Jun 2023</b>
<b>Dimanche 25 Jun 2023</b>
<b>Jeudi 29 Jun 2023</b>

**Taux de change**

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

**Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés**

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 13/06/ 2023

**Prix des produits hydrocarbures et gaz**

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » du Mardi 13 Jun 2023

**Cours des matières Premières du Mardi 13 Jun 2023**

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

**Les marchés locaux qui s'animent par huitaine**

Départements	Lieux	Noms	Jours	
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche	
	Ségbana	Ségbana	dimanche	
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi	
	Malanville	Malanville	samedi	
	Karimama	Karimama	vendredi	
		Matéri	Matéri	jeudi
Tanguiéta		Tanguiéta	lundi	
Cobly		Cobly	mercredi	
Mono		Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi	
	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi	
	Agoué	Agoué	mercredi	
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche	
	Massi	Massi	dimanche	
	Agouna	Agouna	mardi	
	Ikémon	Ikémon	mercredi	
	Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
Bembéréké		Bembéréké	jeudi	
Kalalé		Kalalé	jeudi	
Tchaourou		Tchaourou	lundi	
Tchikandou		Tchikandou	mardi	
Fô-Bouré		Fô-Bouré	mercredi	
Sokka		Sokka	mercredi	
Parakou		Azeke	samedi	
N'Dali		N'Dali	samedi	
Dunkassa		Dunkassa	vendredi	
Collines		Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche
		Ouessè	Ouessè	jeudi
	Gobada	Gobada	lundi	
	Savè	Savè	lundi	
	Tchetti	Tchetti	lundi	
	Glazoué	Glazoué	mercredi	
	Lahotan	Lahotan	mercredi	
	Donga	Bénin	Bénin	jeudi
Tokotoko		Tokotoko	lundi	



# Prix du litre d'essence dans les pays africains en 2023:

1. Libye : 19,01 FCFA	14. Sao Tomé et Principe : 642,44 FCFA	26. Namibie : 754,54 FCFA	37. Guinée : 855,50 FCFA
2. Angola : 195,35 FCFA	15. Benin : 650 FCFA	27. Guinée-Bissau : 760 FCFA	38. Mali : 881,72 FCFA
3. Algérie : 205,19 FCFA	16. Ethiopie : 654,24 FCFA	28. Afrique du sud : 761,38 FCFA	39. Sénégal : 890,90 FCFA
4. Egypte : 267,47 FCFA	17. Soudan : 659,49 FCFA	29. Côte d'Ivoire : 775 FCFA	40. Kenya : 892,21 FCFA
5. Nigeria : 278,61 FCFA	18. Mauritanie : 681,77 FCFA	30. Ghana : 780,11 FCFA	41. Djibouti : 898,11 FCFA
6. Tunisie : 499,59 FCFA	19. Sierra Leone : 685,71 FCFA	31. Lesotho : 780,11	42. Zambie : 899,53 FCFA
7. Tchad : 518,54 FCFA	20. Togo : 700,79 FCFA	32. Madagascar : 812,23 FCFA	43. Rwanda : 909,25 FCFA
8. Niger : 557,22 FCFA	21. Botswana : 705,37 FCFA	33. Cap-vert : 826,65 FCFA	44. Burundi : 963,66 FCFA
9. Gambie : 590 FCFA	22. Tanzanie : 744,71 FCFA	34. Mozambique : 837,14 FCFA	45. Seychelles : 994,47 FCFA
10. Gabon : 605 FCFA	23. Libéria : 734,87 FCFA	35. Maroc : 844,35 FCFA	46. Ouganda : 1022,01 FCFA
19. Zimbabwe : 624,82 FCFA	24. Comores : 750 FCFA	36. RDC : 853,53 FCFA	47. Maurice : 1035,12 FCFA
11. Congo : 625 FCFA	25. Burkina Faso : 750 FCFA		48. Malawi : 1048,23 FCFA
12. Cameroun : 630 FCFA			49. Érythrée : 1311,10 FCFA
13. Somalie : 635,89 FCFA			50. République centrafricaine : 1.500 FCFA

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Moment rêvé pour signer des contrats, pour acquérir des biens, ou encore pour effectuer des transactions financières ou immobilières. En tout cas, vous pourrez améliorer votre situation matérielle de façon spectaculaire.

**Taureau** Vous risquez de connaître quelques difficultés financières, et vos rentrées diminueront comme par enchantement. Vous serez donc contraint de tenir serré les cordons de votre bourse, et plus que vous ne le voudriez. Mais vous pourriez même prendre goût à un mode de vie plus austère.

**Gémeaux** Avec cet aspect de Neptune, vous devrez rester vigilant concernant vos finances, vous méfier des mauvais choix et réfléchir longuement avant de signer le moindre contrat ou le moindre engagement. Mais avec Jupiter bien aspecté, il est tout à fait possible qu'après bien des inquiétudes, vous ayez droit à un coup de chance ou à un redressement spectaculaire.

**Cancer** La Lune influençant un de vos secteurs financiers indique un risque de stagnation, voire des difficultés, liées par exemple à un surendettement. Il faudra rester prudent et serrer les cordons de la bourse.

**Lion** Avec le Soleil illuminant votre secteur argent, vous aurez sans doute l'opportunité d'améliorer vos revenus. N'hésitez pas à demander une prime quelconque si vous estimez la mériter. Si vous avez du mal à équilibrer votre budget, demandez de l'aide à vos proches ; ils seront ravis de vous donner un coup de main. Autre solution : allez voir votre banquier ; il sera de bon conseil et vous aidera à mieux gérer votre budget.

**Vierge** La situation financière devrait se stabiliser. Tous ceux d'entre vous, et notamment ceux du premier décan, qui ont dû affronter dernièrement une situation pécuniaire difficile vont pouvoir rééquilibrer leur budget.

**Balance** L'action simultanée de plusieurs planètes amènera de la chance dans les placements à long terme et les investissements immobiliers aujourd'hui. A vous de savoir en profiter ! Ce serait dommage rater le coche par paresse ou étourderie.

**Scorpion** Fiez-vous à votre intuition pour vos placements et spéculations diverses. Vous aurez tout le pouvoir de persuasion souhaitable dans ce domaine, et vos transactions pourront en bénéficier de manière remarquable.

**Sagittaire** Avec la configuration astrale de ce jour, ce sera le moment idéal pour consolider votre situation matérielle, réaliser des transactions immobilières profitables, préparer votre retraite ou assurer l'avenir des vôtres. Vous voyez, "il n'y a pas que des épines sur les rosiers, il y a aussi des roses" (Thai Hoa).

**Capricorne** Les opportunités financières qui vous ont échoué dernièrement se feront plus rares. Neptune vous portera encore chance. Mais restez prudent, car cette planète pourrait vous rendre trop optimiste. Attention, donc, à ne pas continuer à croire au Père Noël, et à ne pas accorder votre confiance à n'importe qui.

**Verseau** Cette journée marquera une nette amélioration de votre situation matérielle. Vous pourrez effectuer des transactions profitables, à condition toutefois de choisir des placements sûrs. Une rencontre se révélera très utile.

**Poissons** Tout ira bien sur le plan financier si vous restez très prudent et évitez les dépenses inutiles. Mais si vous cédez aux tentations, vous ne pourrez éviter de subir le contrecoup de l'impact négatif de Pluton. Ce ne sera pas non plus le moment de prendre des décisions financières importantes, qu'il s'agisse d'achat, de vente ou de placements.

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkodji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

### Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

### Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

### Directeur de publication

Jules AFFODJI

### Rock AMADJI

(Correspondant Zou-Collines)

### Rédacteur en chef

Falco Vignon

### Emmanuel AKAKPO

(Br Atacora-Donga)

### Issa SIKITI DA SILVA

(Correspondant RDC)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

### Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO  
(66656265)

### Rédacteurs

Nestor DEHOINDJI

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Franck Vial, correspondant

France de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

### Directrice commerciale

Rigel BATCHO  
(69190880)

### Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON  
(62323855)

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)



## Entretien avec Oleg Nesterenko

## La guerre en Ukraine, c'est la guerre de la monnaie américaine

La guerre en Ukraine continue toujours de faire parler d'elle. Dans cet entretien avec L'Eclaireur, Oleg Nesterenko, président du CCIE passe au peigne fin ce conflit dont la fin est incertaine.

Ainsi, les restrictions des importations alimentaires en provenance de pays qui ont soutenu les sanctions contre la Russie se sont traduites par la croissance et la consolidation, et de manière très significative, du secteur agro-alimentaire. En seulement quelques années de sanctions, la Russie est passée de grand importateur de produits agro-alimentaires à exportateur. D'autres secteurs sont en train de devenir autosuffisants et, au terme des hostilités russo-occidentales, deviendront quasi-impénétrables pour les acteurs économiques européens.

Les entreprises des secteurs de l'énergie et de la défense contournent aisément les sanctions en refusant tout simplement d'utiliser le dollar américain dans leurs transactions internationales au profit de la devise russe et celle du pays partenaire. Ceci en accélérant par la même occasion le processus de la dé-dollarisation du monde, cette monnaie qui est devenue hautement toxique.

Dans le secteur financier, anticipant dès 2015 le risque d'être coupé un jour du système international de messagerie bancaire Swift contrôlé par l'Occident, la banque centrale de la Fédération de Russie a créé son propre système de transmission interbancaire, le système SPFS, ainsi que son propre système de paiement pour cartes bancaires, le système MIR. Les deux systèmes sont utilisables à l'international et sont déjà liés au système bancaire chinois Chinese Union Pay. D'autres pays vont rejoindre SPFS. Le grand outil de menaces et de chantage permanent du camp américano-centrique vis-à-vis du reste du monde d'être coupé de leur SWIFT n'est plus considéré comme une fatalité et un danger existentiel.

Parallèlement, aujourd'hui nous discutons très sérieusement non seulement de la création d'une nouvelle monnaie commune à des pays du Brics, mais également de la monnaie numérique : le rouble numérique. La monnaie sera un excellent moyen supplémentaire de se débarrasser de la contrainte des sanctions illégales, car elle pourra être utilisée sans faire appel aux services des banques qui elles-mêmes peuvent craindre de faire l'objet d'hostilités occidentales.

### Selon vous, l'Occident a donc plus à craindre, et notamment du retour de bâton de ses sanctions ?

Les relations économiques russo-allemandes détruites, les retombées sur l'économie allemande par exemple seront dramatiques. L'industrie allemande, dont une belle partie est énergivore, est déjà en grande difficulté vu que ses coûts de production ont tout simplement explosé et que ses concurrents directs, non européens, en commençant par les Américains, n'ont pas les problèmes que les Allemands viennent de se créer.

Dans l'Union Européenne qui est, en fait, la seconde grande cible collatérale des sanctions anti-russes américaines, la plupart des projets de coopération intracommunautaire dans les domaines scientifiques, technologiques et énergétiques sont déjà revus à la baisse. A moyen terme, les pertes totales de l'ensemble des pays de l'UE dues aux sanctions contre Moscou sont estimées à plusieurs centaines de milliards d'euros.

Quand j'ai parlé des restrictions des importations alimentaires en provenance des pays hostiles vers la Russie, il ne faut pas oublier que les agriculteurs européens y perdent des milliards d'euros chaque année et perdront, à terme, encore des dizaines de milliards, car le marché russe est fermé pour eux à très long terme. Et même dans un avenir éloigné, quand les restrictions russes seront levées, les parts du marché qu'ils pourront reprendre seront dérisoires par rapport à celles qu'ils ont eues par le passé.

Côté tourisme, en Europe, c'est surtout la France qui paie la facture. Il n'y a plus de tourisme entre la Russie et la France. Si vous consultez les professionnels du secteur de l'hôtellerie-tourisme du sud de la France, pour eux c'est désastreux, de même que pour le secteur de l'immobilier. Depuis 30 ans, le client russe était majeur en termes de chiffre d'affaires. Les mass médias cachent très soigneusement cette réalité.



Pour le secteur des énergies, ce n'est même pas la peine d'en parler. On connaît tous l'ampleur de la catastrophe. Catastrophe qui est tant bien que mal dissimulée par de gigantesques compensations de l'État faites en creusant davantage la dette publique déjà démesurée et qui ne sera certainement pas remboursée. A partir d'aujourd'hui, ce sont les Etats-Unis qui non seulement feront la régulation du coût de revient des industries énergivores, mais également prendront la décision du prix d'une baguette à la boulangerie ou de la facture de chauffage pour les ménages. Et ceux qui pensent que les Américains feront des cadeaux à leurs concurrents vassalisés que sont les Européens, qu'ils laissent tomber leur mauvaise habitude de rêver, cela ne leur réussit pas...

D'une manière générale, tout ceux qui ont suivi le projet américain subissent et subiront des conséquences négatives sur leurs économies, des conséquences bien plus néfastes que celles que la Russie connaîtra dans les années à venir. Car en économie comme dans les affaires, tout est une question d'alternatives. Et la Russie dispose d'alternatives que les pays de l'Union européenne n'ont pas et n'auront pas.

Pour que la situation change, notamment en France, la politique étrangère française doit changer de manière radicale. Mais avec la propagande relayée d'une manière très poussée par les médias mainstream et le conditionnement de l'électorat français, il est clair que même les futures élections de 2027 n'ont aucune chance de faire venir qui que ce soit au pouvoir qui permettrait une significative amélioration des relations avec la Russie.

### Pour vous, les trains de sanctions (le 11e actuellement) n'ont plus aucune efficacité ?

Toute la gamme des sanctions sérieuses contrôlables par le camp atlantiste est déjà épuisée.

Parfois, au niveau des restrictions, l'occident tombe dans le ridicule le plus grotesque. Par exemple, l'une des sanctions mises en place était l'interdiction aux chats domestiques de participer à une compétition internationale en Europe. Je me suis déjà posé la question : pourquoi les oiseaux migrateurs n'ont pas encore été sanctionnés ? Si les Polonais ne le font pas encore, ils devraient commencer à les abattre à l'entrée de leur espace aérien...

L'une des principales sanctions mise en place est celle contre le pétrole russe. Quel est le résultat ? La Russie a vendu au premier trimestre 2023 encore plus du pétrole qu'avant même le début de la guerre en Ukraine.

L'embargo sur l'or russe ne fonctionne pas non plus. Et, cette fois-ci, je le regrette même... Car demain l'or jouera un rôle bien plus important dans l'économie mondiale qu'aujourd'hui. A la place du gouvernement russe, j'aurais grandement restreint les exportations d'or russe et depuis un moment. Il faut savoir que si les réserves nationales en or aux Etats-Unis et en Allemagne n'ont pratiquement pas bougé en volume depuis l'an 2000 – et en France elles ont même grandement diminué – en Russie, elles ont été multipliées par six sur la même période. Mais il est important de les augmenter davantage.

Côté sanctions sérieuses, il ne reste que celles qui passent

par le chantage et les menaces des partenaires de la Russie. Mais vu qu'il s'agit à chaque fois d'éléments stratégiques, voire vitaux pour les pays visés, les chances de réussite sont proches de zéro.

Aujourd'hui, on parle de sanctions contre l'énergie nucléaire, contre l'atome russe. Ces projets sont totalement irréalistes. Ce que veulent les responsables, ou plutôt les irresponsables de la politique européenne, ne marchera jamais. Les bureaucrates de Bruxelles exigent de la Hongrie, qui dépend grandement de l'atome russe, de l'abandonner. Or, pratiquement la moitié de l'énergie du pays vient d'installations nucléaires construites par les Russes. Et aujourd'hui, de nouvelles installations nucléaires sont en train d'y être construites afin d'accroître l'indépendance énergétique des Hongrois. Quand j'entends Von der Leyen demander à Orban de faire une croix dessus... Les pertes pour le peuple hongrois seraient gigantesques. En s'inclinant devant Bruxelles, ils reviendraient trente ans en arrière. Et c'est de la pure fantaisie d'imaginer que le gouvernement hongrois fera preuve d'une telle folie.

Josep Borrell (le chef de la diplomatie européenne, ndlr) a également évoqué les sanctions contre l'Inde et les produits pétroliers russes raffinés dans le pays. La mise en place de telles sanctions serait une pure folie et coûterait très cher à l'Europe, car l'Inde dispose d'un grand nombre de leviers de représailles contre l'économie européenne.

« En France, la liberté d'expression n'est qu'un récit pré-formaté et pré-conditionné »

Interview d'Oleg Nesterenko, président du CCIE <http://ccie.eu>, accordé à la publication "L'Eclaireur des Alpes".

Source : <https://eclaireur.substack.com/p/en-france-la-liberte-d-expression>

Je voudrais d'abord revenir sur la durée de la guerre... Les annonces sur la base des plans de Poutine de commencer et terminer la guerre en deux semaines ont été faites uniquement et exclusivement par les mass-médias et la propagande "atlantiste" dans le cadre de la guerre à l'information qu'ils sont en train de mener vis-à-vis de l'électorat occidental. Faire attribuer à autrui des actions ou déclarations farfelues et ensuite, les discréditer en grande pompe, c'est l'un des outils basiques de manipulation des masses.

### Du côté russe, jamais, pas une seule fois, une telle stupidité n'a été annoncée par quelqu'un. Pourquoi ?

Prenons comme exemple la guerre en Tchétchénie. Cette guerre a duré pratiquement deux ans, de 1994 à 1996. Et, en 1999-2000, des opérations supplémentaires ont été menées qui ont duré sept mois de plus, afin d'éradiquer le problème. En comparaison avec l'Ukraine, la guerre de Tchétchénie était menée sur un territoire minuscule et contre des forces qui étaient incomparablement plus petites et incomparablement moins armées que celles de l'armée ukrainienne dopée par l'Occident collectif durant plus de sept ans avant même la riposte russe de février 2022. Et on trouve encore des plaisantins qui parlent du projet de guerre en deux semaines. Non, la Russie n'a jamais eu l'idée de se prendre pour Israël face à l'Egypte dans la guerre du Sinaï...

Quelques mots sur la guerre en Tchétchénie qui est également méconnue ou, plus exactement, mise sous le tapis en Occident. C'était une opération anti-terroriste, car en face c'étaient réellement des terroristes islamistes, porteurs d'idéologies qui n'ont rien à voir et qu'il ne faut pas confondre avec l'islam traditionnel qui régule d'une manière parfaitement saine la vie dans les pays musulmans de par le monde, y compris en Russie où la communauté musulmane est très importante.

Beaucoup ignorent que près d'un tiers des citoyens de la fédération de Russie sont des musulmans. Et ce sont des musulmans non pas venus d'ailleurs, mais des musulmans dont la terre de la Russie est la terre natale et historique pour leurs diverses ethnies.

Suite dans la prochaine parution



Suivi parental des élèves dans les établissements scolaires de Djougou

# Les apprenants abandonnés à eux-mêmes

Les signaux dans le suivi parental des élèves dans les écoles, lycées et collèges de Djougou sont au rouge. Et pour cause, les parents d'élèves, garants de la bonne conduite des enfants, ont pratiquement fui leurs responsabilités.

● Emmanuel Akakpo (Br Atacora-Donga)

L'école et la maison doivent se donner la main pour relever le défi de l'éducation des enfants. Ce mariage n'est pas toujours scellé dans le rang des parents d'élèves. Le phénomène prend de plus en plus d'ampleur et laisse place aux conséquences catastrophiques surtout dans le rang des élèves. Le constat est visible dans les différents lycées, collèges et écoles primaires publics de la place. Le bilan est mitigé dans les établissements scolaires de la ville de Djougou. Moins d'un tiers des parents d'élèves connaît la conduite de leurs enfants et l'évolution dans leur cursus scolaire. L'indiscipline notoire et l'école buissonnière sont autant de vocables qui qualifient la conduite de ces élèves. La situation est presque identique dans les écoles primaires lycées et collèges publics de la ville carrefour. Selon le directeur du Ceg 1 de Djougou, les apprenants sont abandonnés à eux-mêmes. Les parents ne jouent plus convenablement leur rôle de suivi.

« Parfois, il y a certains élèves qui commettent des actes d'indiscipline, et si on leur dit d'aller chercher leurs parents, ces derniers ne viennent pas », a-t-il fait savoir. Plusieurs élèves quittent la maison, ajoute Issa Lassidou, après avoir pris leur petit déjeuner, mais ne viennent pas au cours, et les parents de leur côté ne font pas le déplacement pour s'enquérir de la situation de leurs

enfants. Il est donc indispensable que les parents d'élèves fassent un tour dans les établissements, ne serait-ce qu'une seule fois dans la semaine pour voir la conduite de leurs enfants. Le constat reste aussi le même au Collège d'Enseignement général de Kpatougou. A quelques semaines des examens de fin d'année, les élèves ont déserté les classes laissant enseignants, membres de l'administration humer l'air à la grande désolation du bureau de l'Association des parents d'élèves. C'est pourquoi, le président de l'association des parents d'élèves, à travers les ondes de la radio locale, a lancé un vibrant appel à l'endroit des parents d'élèves pour changer la donne.

## Des causes profondes

L'Association des parents d'élèves joue tant bien que mal son rôle dans la sensibilisation des parents. Cependant, l'engouement de ces derniers laisse à désirer. Selon le surveillant général adjoint du Ceg 2, Aziz Tchinhoun, les parents d'élèves sont presque absents lors des assemblées générales. Des milliers de relevés de notes attendent toujours dans les placards pour être retirés par les parents d'élèves. Pour ces enseignants, la plupart des parents d'élèves ne cherchent pas à savoir les résultats du premier semestre, du second et même de fin d'année. Il sera donc difficile pour ces parents de s'enquérir des conditions d'études de leurs enfants. Il n'est pas rare de voir les parents d'élèves apparaître



le jour de la rentrée scolaire pour savoir si leurs enfants passent en classe supérieure. Malgré l'intervention de certaines Organisations non gouvernementales et le Centre de promotion sociale de Djougou qui soutiennent certains élèves surtout les jeunes filles, le phénomène a toujours la peau dure. Le souvenir amer des élèves de la classe de troisième du Ceg Donga est encore vivace dans les esprits. En effet, plusieurs de ces candidats absentéistes n'ont pas été présentés à l'examen du Bepc, session de juillet 2020 par le directeur dudit collège.

Pour le sociologue Sankamaou Assoumanou, ce phénomène peut se justifier par le mode de vie dans les familles où cohabitent le père, la mère, les enfants, les petits-fils, arrières petits-fils, les grands parents et arrières grands parents, les tantes et oncles. Tous ceux-ci ont une emprise sur les enfants. Le phénomène est plus accentué dans les vieux quartiers populeux du centre-ville. Ce qui ne permet pas au père ou à la mère d'avoir l'autorité sur les enfants.

## Ce phénomène traditionnellement recommandé persiste dans la cité carrefour.

Il y a aussi la pauvreté ambiante des parents qui empêchent ces derniers de mieux subvenir aux besoins en matière de scolarité des enfants et même les cinq besoins fondamentaux.

Et c'est surtout les mères d'enfants dans ces cas qui s'échinent à supporter la famille. Selon le sociologue, Djougou étant une ville à plus de 90% musulmane, le poids de la religion amène certains parents à toujours penser que « l'école du Blanc » ne donne pas le paradis, mais plutôt l'école coranique. Il y a aussi l'impossibilité de l'État à trouver du travail aux nombreux diplômés sortis des universités du pays. Puisque pour ces parents, quand on envoie son enfant à l'école, c'est pour le voir devenir un grand « akowé », ce qui n'est pas le cas de nos jours. Enfin, l'ignorance de certains d'entre eux qui croient que l'école n'est pas nécessairement un tremplin pour avoir du travail et avoir une vie décente. « Je ne suis pas allé à l'école, mais j'ai

plusieurs titans », claiment-ils. Tous ces faits mis ensemble poussent les parents d'élèves à ne pas suivre l'évolution scolaire de leurs enfants. Ils préfèrent plutôt s'occuper des activités génératrices de revenus, des travaux champêtres, le transport etc.

A l'occasion de l'atelier de validation du diagnostic sur la situation des enfants et des adolescentes dans les communes du département de la Donga, le Préfet du département de la Donga Éliassoum Soulémane Biaou Aïnin a déploré le fait et a appelé à une prise de conscience collective de tous les usagers de l'école.

## Le revers de la médaille

Le non-suivi parental des élèves dans les établissements scolaires a un impact négatif sur le rendement scolaire de ces derniers. On note l'échec scolaire, les grossesses non désirées des jeunes filles, l'exode rural. D'ailleurs, les résultats des examens de fin d'année comme le Certificat d'études primaires, le Brevet d'études du premier cycle et le Baccalauréat en disent long. La Commune de Djougou et le département de la Donga sont souvent classés au bas de l'échelle. Pour le surveillant général adjoint du Ceg 2, Aziz Tchinhoun, c'est une perte pour la Commune, le département, mais aussi le pays. Pour enrayer le phénomène, le sociologue Sankamaou Assoumanou et les chefs d'établisse-

ments scolaires pensent qu'il faut sensibiliser les parents d'élèves afin d'induire un changement de comportement. Il faudra alors mettre l'accent sur le fait que l'enfant, au sens pur du terme, a besoin d'un suivi à la maison et à l'école. Car il n'a pas encore conscience des actes qu'il pose et qui lui sont préjudiciables. A en croire Sankamaou Assoumanou, il faut aussi montrer aux parents d'enfants et d'élèves qu'il est opportun d'orienter les élèves dans les filières porteuses qui leurs permettront de s'auto-employer à la fin de leurs études scolaires. Au-delà du bien-être et de l'avenir que les parents recherchent pour leurs progénitures, il serait aussi préférable qu'une attention particulière soit accordée à ces enfants pour leur bonne conduite à l'école. Car le meilleur des héritages qu'un parent peut laisser à un enfant, est la bonne éducation. Les cadres, les hommes politiques, les Organisations non gouvernementales et les leaders religieux de la Commune sont interpellés en vue d'opérer un changement de comportement car : « Il n'y a de richesse que d'hommes ». La législation scolaire qui veut que les parents d'élèves aident les enseignants à mieux contrôler les élèves doit être de mise. Il urge que les membres des bureaux des Associations des parents d'élèves présents dans les établissements scolaires puissent jouer convenablement leur rôle d'interface entre le corps enseignant et les parents d'élèves pour le bonheur de ces derniers, espoirs de la Nation.

## Guépards Vs Lions

# Voici les réactions des joueurs Béninois

Demain samedi 17 juin au stade de l'Amitié, le Bénin a rendez-vous avec l'histoire. Les Guépards vont défier le champion en titre d'Afrique, le Sénégal. Ce match de prestige comptera dans les annales du football africain. Chaque joueur Béninois est bien conscient de l'enjeu de la rencontre. Steve Mounier, attaquant

Il va falloir aller chercher cette qualification, commencer par une bonne prestation contre le Sénégal. J'ai en tête les matches qu'on a faits à domicile face à l'Algérie et au Togo. Nous devons reproduire les mêmes matches samedi face au Sénégal. Mes partenaires sont motivés, moi aussi je le suis. La qualification est difficile

mais elle est encore possible. J'ai encore tout espoir pour cette qualification et je pense qu'on peut faire un bon résultat face au Sénégal. Ensuite, aller chercher cette qualification au Mozambique lors de la dernière journée". Marcel Dandjinou, gardien de but

" Le destin est dans notre main. Nous sommes à la

maison contre le Sénégal, on doit mettre le maximum et gagner le match, rien n'est impossible. J'invite tout le peuple Béninois à rester derrière nous. C'est très important. C'est un match déterminant. Nous devons rester ensemble pour avoir le maximum de points sur le match contre le Sénégal".

Djankpata Halid, attaquant

" Je me sens prêt à aller au combat. J'étais au Bénin quand j'étais petit. Ça fait plaisir de revenir. Je suis bien par mes partenaires, par le public, par le coach je suis très fier. J'ai de bonnes sensations. Par rapport à l'équipe, vraiment je me sens super bien. On a fait une très bonne séance d'entraînement ce soir. Le coach fait du bon travail on a beaucoup transpiré.

Il y a beaucoup de jeunes au sein de l'effectif, c'est très positif pour la suite. Nous avons un gros défi à relever demain samedi contre le Sénégal".

Agounon Brandon Audey, défenseur

" Grande fierté et grand merci pour l'accueil du public. Je suis chez moi. C'est la première fois que

je viens au Bénin. Je suis Béninois de père. C'est un gros match qui nous attend contre les Lions du Sénégal. Nous allons jouer à la maison, c'est un avantage pour nous. Même s'ils sont champions d'Afrique, nous nous avons envie de gagner ce match. J'ai 28 ans je suis là pour apprendre".

Propos recueillis par Belmondo ATIKPO





**Avec ARESS,  
vivez l'Energie,  
l'Energie de Qualité  
pour tous**

LA QUALITE POUR TOUS

f in @ ARESS

(+ 229) 96 63 96 82

# GROUPE DE PRESSE L'ECONOMISTE

📍 SIEGE SOCIAL  
Sikècodji,  
Cotonou



REJOIGNEZ-NOUS SUR NOS  
DIFFERENTS CANAUX DIGITAUX

- L'économiste du Bénin
- L'économiste du Bénin
- l'économiste du Bénin
- L'économiste du Bénin
- www.leconomistebenin.com

**L'économiste du Bénin**  
www.leconomistebenin.com  
leconomistbenin1@gmail.com  
Téléphone : +229 97 09 64 17  
+229 69 19 08 80

**L'économiste du Togo**  
www.leconomistedutogo.tg  
contact@leconomistedutogo.tg  
Téléphone : +228 90 16 47 09

**L'économiste du Niger**  
www.leconomisteniger.com  
BP 10.646, Niamey, Niger  
Téléphone : +227 96 96 45 61

**L'économiste du Sénégal**  
www.leconomistesenegal.com  
leconomistesenegal@gmail.com  
Téléphone : 70 907 60 12

**L'économiste du Mali**  
www.leconomistedumali.com

Toute l'actualité économique sous-régionale, africaine et internationale,  
des informations économiques, bancaires, financières et boursières, dans un seul quotidien.

**Le Groupe de presse L'Economiste, plus grand, plus fort, plus loin !**